

Convention collective départementale

**IDCC : 1576. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Cher)

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

*(Étendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 14 novembre 1990)*

AVENANT DU 30 JANVIER 2017

**RELATIF À LA GARANTIE ANNUELLE TERRITORIALE
DE RÉMUNÉRATION EFFECTIVE APPLICABLE AU 1^{ER} JANVIER 2017**

NOR : ASET1750251M

IDCC : 1576

Entre

UIMM Val de Loire

D'une part, et

CFDT

CGT-FO

CFTC

SM CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À la suite d'une réunion paritaire tenue le 25 janvier 2017, conformément à l'article 31-1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, l'organisation patronale et les organisations syndicales, sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31-2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2018, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts correspondant à toute l'année 2017 et déterminé selon l'article 31-2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2017 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2018 et au plus tard en février 2018.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties signataires s'engagent à se réunir pour négocier si le salaire minimum conventionnel fixé au niveau territorial est inférieur au Smic.

Article 6

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 7

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait le 30 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

GRE annuelle applicable à compter du 1^{er} janvier 2017

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS	MAÎTRISE D'ATELIER
140	17819	17819	
145	17877	17877	
155	17973	17973	
170	18090	18090	
180	18226		
190	18469	18469	
215	18612	18852	19094
225	18869		
240	19806	20554	20998
255	20993	21801	22301
270	22048	23109	
285	23412	24361	24790
305	25038		26533
335	27533		29149
365	29896		31754
395	32391		34249